

Contre une Europe tiède et résignée

LE MONDE | 13.02.07 | 15h58 • Mis à jour le 13.02.07 | 15h58

Sylvie Goulard a les idées claires et la plume alerte. Elle l'a montré en publiant il y a deux ans un brillant pamphlet contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (Le Grand Turc et la République de Venise, Fayard, 2005). Cette ancienne collaboratrice de Romano Prodi à la Commission européenne, énarque en congé du ministère des affaires étrangères, a conquis entre-temps, en décembre 2006, la présidence du Mouvement européen France, évinçant l'ancien ministre socialiste Pierre Moscovici.

Elle n'a rien perdu de son ardeur combative et le prouve en dénonçant sans ménagements, dans son nouveau livre, les dérives d'une Union européenne qui a oublié les enseignements de ses fondateurs et mis ainsi son avenir en péril.

Les Pères fondateurs - Jean Monnet, Robert Schuman, Paul-Henry Spaak, entre autres - ont créé la Communauté européenne, explique-t-elle, en imposant l'idée d'un intérêt commun, supérieur aux intérêts de chaque pays, et en mettant en place une méthode originale, dite communautaire, en rupture avec la «raison d'Etat» des diplomates. A la négociation traditionnelle entre des Etats souverains, ils ont substitué une coopération d'une autre nature, favorisée par des institutions communes et par une mentalité nouvelle, hostile au nationalisme.

C'est cette méthode qui a permis, selon l'auteur, les succès de la construction européenne : une politique de concurrence assez forte pour empêcher en 2001 la fusion de deux entreprises américaines, General Electric et Honeywell, une politique commerciale assez solide pour susciter le respect des Etats-Unis, une politique monétaire assez efficace pour rencontrer «la confiance des investisseurs et des banques centrales étrangères ». Pour Sylvie Goulard, «la leçon est claire et, dans le fond, tout à fait logique : l'Europe est crédible si l'action d'un organe européen (la Commission, un commissaire, la Banque centrale), identifiable par les tiers, remplace celle, désordonnée, de gouvernements dispersés, accrochés à leur veto».

Pourtant, dit-elle, la leçon des fondateurs n'a pas été retenue. A relire leurs écrits, on se persuade que l'Union « est retombée dans l'ornière même dont ils ont voulu sortir l'Europe». En voici deux exemples. La stratégie de Lisbonne, qui est censée créer en Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde», repose sur la simple définition de lignes directrices qui autorisent chaque pays à faire « ce qu'il veut ou ce qu'il peut ». Quant à la politique étrangère, elle sacrifie l'efficacité «au maintien des prérogatives des Etats ». Bref, le «changement de mentalité» n'a pas eu lieu.

On voit le résultat. La stratégie de Lisbonne est un échec, la diplomatie européenne ne fait pas le poids. L'Europe recule au lieu d'avancer. «Les vieux schémas de pensée refont surface», déplore Sylvie Goulard. Rares sont les hommes politiques, selon elle, «qui pensent et agissent en Européens». Le nationalisme revient en force : « plus personne ne se sent responsable de l'intérêt commun». La France, ajoute-t-elle, porte une responsabilité particulière dans ce «dévoisement», en raison de son attitude ambiguë envers l'Europe, de l'excès de son antilibéralisme, de sa tendance à «jouer perso». Le coq gaulois a trop souvent détourné la perle communautaire, conclut-elle en référence au titre de son ouvrage.

La conviction de Sylvie Goulard est communicative et ses arguments touchent juste. On lui objectera que la méthode communautaire, dont elle fait l'arme absolue de la construction européenne, est quelquefois difficile à appliquer, notamment en politique étrangère. Elle répondra, à juste titre, qu'elle refuse le piège du « maximalisme», mais qu'elle combat surtout la résignation des tièdes. De ce point de vue, son livre est un appel à l'action.

LE COQ ET LA PERLE. CINQUANTE ANS D'EUROPE de Sylvie Goulard. Seuil, 188 p., 12 euros.

Thomas Ferenczi

Article paru dans l'édition datée du 14.02.07